



République de Guinée

Travail-Justice-Solidarité

MINISTERE DES PECHEES, DE L'AQUACULTURE ET DE
L'ECONOMIE MARITIME

DON N° IDA 0400 GN

SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET

Date début : 26 Février 2018 ; Date limité : le 12 Mars 2018

Client : Projet Régional des Pêches de l'Afrique de l'Ouest en Guinée (PRAO-GN)

Titre : Manifestation d'intérêt « Recrutement d'un cabinet spécialisé en réinstallation dans le cadre des sous projets d'aménagement du débarcadère de Koukoudé et de construction d'une route d'accès au village de Koukoudé »

1. Les Gouvernements du Cap Vert, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Ghana, du Libéria, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Sierra Léone ont bénéficié d'un financement de l'IDA et du GEF pour la mise en œuvre du Projet Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO). Le Gouvernement de la République de Guinée à travers le Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime (MPAEM), a souscrit aux objectifs de ce programme dans le but d'inverser les tendances encore lourdes de surexploitation des ressources halieutiques, de pêche illicite et d'extraversion du secteur.

A l'instar de tous les pays couverts, ce Programme Régional pour la Pêche en Afrique de l'Ouest en Guinée vise l'augmentation d'une manière durable de la richesse globale générée par l'exploitation de ses ressources halieutiques marines ciblées par : (i) le renforcement de la capacité des pays leur permettant de gérer et développer leurs pêcheries, (ii) la réduction de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (Pêche INN), et (iii) l'augmentation de la valeur et de la rentabilité produite par les ressources halieutiques et la proportion de cette valeur, capturées par les pays.

Ce programme est bâti autour de trois composantes : (1) la bonne gouvernance et la gestion durable des pêches ; (2) la réduction de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et (3) L'augmentation de la contribution des ressources halieutiques dans les économies locales. Une quatrième composante est dédiée à la coordination, suivi et évaluation et gestion financière du programme.

La mise en œuvre de composante 3 du Programme cible deux sous projets :

- L'aménagement du débarcadère localisé dans le village de Koukoudé (Commune rurale de Douprou - Préfecture de Boffa – Région Administrative de Boké), avec notamment la Rénovation

du bloc administratif, la Construction de hall de vente, du hangar de débarquement des produits frais, la Construction d'un hangar de fumage amélioré, rénovation du hangar existant, etc et la Construction d'un centre Internet PVN.

- le bitumage d'une piste rurale de 4 km qui relie la route bitumée au village de Koukoudé, où le débarcadère sera aménagé.

Conformément aux procédures de la Banque mondiale, un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) a été élaboré et approuvé par le Gouvernement de la République de Guinée et la Banque Mondiale.

Par la suite, l'unité de coordination du PRAO-GN a soumis à l'approbation de la Banque Mondiale des fiches de screening de ces deux sous projets, lesquels nécessitent la réalisation d'EIES.

En outre, étant donné que le PRAO-GN avait entamé les indemnisations des personnes affectées sur le site du débarcadère en l'absence d'un PAR, un Audit social avait été réalisé. L'objectif était de vérifier la conformité du PRAO-GN vis-à-vis des principes dégagés par le CPR dudit programme élaboré, d'une part, et de s'assurer que le processus d'indemnisation déjà exécuté par le PRAO-GN est conforme à la PO 4.12 constituant le cadre de référence, d'autre part.

Les présents termes de référence ont pour objet le recrutement d'un bureau d'études pour :

- Elaborer un plan d'action de réinstallation (PAR) pour les deux composantes du PRAO-GN que sont (i) l'aménagement du débarcadère de Koukoudé et (ii) le bitumage d'une piste rurale de 4 km qui relie la route bitumée au village de Koukoudé, où le débarcadère sera aménagé
- Assister le PRAO-GN en tant que facilitateur lors de la mise en œuvre du PAR. Cette assistance se fera sur une période n'excédant pas six (06) mois à compter de la date de démarrage des activités de mise en œuvre du PAR.

La mission du Consultant afférente à l'élaboration du PAR s'étale sur une période de huit (08) semaines, à partir de la date de mise en vigueur du contrat. Alors que la phase de mise en œuvre du PAR requiert les services du Consultant sur une durée de 06 mois à compter la date de lancement de cette activité

2. L'objectif de cette consultation est double.

D'une part, elle consiste à recruter un Consultant (firme) pour élaborer un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) pour les deux composantes sus-citées, en conformité avec les procédures de la Banque Mondiale, en particulier celles définies dans le document OP-4.12 sur la réinstallation involontaire, et le cadre légal de la République de Guinée.

D'autre part, le mandat du Consultant englobe l'assistance au PRAO-GN lors de l'exécution du présent PAR, y compris l'accompagnement social et le suivi interne de la réinstallation.

Les objectifs du présent Plan d'Action de Réinstallation sont : (i) minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'acquisition de terres, en étudiant toutes les alternatives viables dans la conception du projet (ii) s'assurer que les personnes affectées soient consultées effectivement en toute liberté et dans la plus grande transparence et aient l'opportunité de participer à toutes les étapes charnières du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation; (iii) s'assurer que les indemnisations, s'il y a lieu, soient déterminées de manière participative avec les personnes en rapport avec les impacts subis, afin de s'assurer qu'aucune personne affectée par le projet ne soit pénalisée de façon disproportionnée; (iv) s'assurer que les personnes affectées, incluant les groupes pauvres et vulnérables, soient assistées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau et cadre de vie.

Plus spécifiquement, le Cabinet devra :



- ✓ Procéder à un recensement de base de toutes les personnes potentiellement affectées par le projet (PAP) et les soumettre à une enquête socio-économique ;
- ✓ Procéder à l'identification et à l'analyse de tous les principaux impacts sociaux potentiels - temporaires ou permanents, directs ou indirects – relatifs à l'aménagement des infrastructures de pêche du débarcadère et au bitumage des 4km ;
- ✓ Proposer, dans la mesure du possible, les mesures de prévention ou d'atténuation pertinentes correspondantes ;
- ✓ Consulter les PAP et les intervenants clés du projet sur une proposition détaillée de PAR, incluant un ensemble d'options de compensation appropriées, équitables et viables ;
- ✓ Organiser une réunion de validation du PAR avec les autorités locales et les associations locales représentant les personnes affectées afin de réduire les risques de demandes ultérieures venant de personnes clamant leur non-participation aux consultations préalables.
- ✓ Définir et proposer des options de compensation qui seront offertes aux différentes catégories de personnes affectées par le bitumage de la route et l'aménagement des infrastructures de pêche du débarcadère ;
- ✓ Préparer une liste détaillée de toutes les consultations ayant eu lieu avec les différents partenaires impliqués ou concernés d'une façon ou d'une autre par le projet (lieu, date, heure, personnes présentes, compte-rendu des discussions) ;
- ✓ Produire une version finale du PAR pour approbation par la Banque mondiale, le BGEEE et le PRAO-GN.

La mission du Consultant afférente à l'élaboration du PAR s'étale sur une période de huit (08) semaines, à partir de la date de mise en vigueur du contrat.

3. Le PRAO-GUINEE invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Profil du Cabinet:

Le Consultant devra disposer de la capacité et des ressources nécessaires à la mobilisation immédiate d'une équipe de professionnels qualifiés et expérimentés dans le domaine de la réinstallation involontaire.

Il devra justifier d'une expérience d'au moins cinq (05) ans d'expériences en matière de réinstallation involontaire de personnes suivant l'OP 4.12 de la Banque Mondiale.

Au moins, le consultant devra justifier d'une expérience d'avoir élaborer deux (02) plans de réinstallation et avoir assister un projet pour la mise en œuvre d'au moins 1 PAR au cours des dix dernières années.

Dans ce cadre dudit marché une association de bureaux d'études est autorisée.

Personnel du Cabinet : le Cabinet doit fournir le personnel clé lors de la phase d'élaboration du PAR est le suivant :

Désignation	Effectif	Profil
Spécialiste en Réinstallation, Responsable des PAR	1	Un Expert en évaluation environnementale : Bac +5 en sciences sociales, environnementales ou équivalent, ayant une expérience minimale de sept (7) années dans l'élaboration de plans d'action de réinstallation et ayant réalisé ou participé à au moins trois PARs au cours des dix dernières années

Spécialiste des enquêtes socioéconomiques /consultation	1	Un spécialiste des enquêtes socioéconomiques : Bac +4 en sciences sociales ou équivalent, ayant une expérience minimale de trois (3) années dans les enquêtes sociales et/ou de recensement et ayant participé à au moins deux PAR en tant que coordonnateur des enquêtes au cours des dix dernières années
Spécialiste des Systèmes d'Informations Géographiques (SIG)	1	Le spécialiste SIG devra avoir une Maîtrise en géomatique, en géographie ou autres domaines équivalents. Il devra avoir une expérience d'au moins 5 ans en développement des systèmes de gestion SIG et analyses géo spatiales de grands projets de développement. Il devra avoir au moins 02 années expériences en système de gestion SIG basé sur ArcGIS
Expert en Base de données	1	L'Expert Base de données assiste à l'élaboration du PAR, dans la gestion des données d'enquêtes. Il doit avoir une formation supérieure (au moins Bac + 4) en sciences informatiques ou un diplôme équivalent et disposer d'au moins deux (2) expériences avérées dans l'élaboration d'un PAR. Il devra avoir une bonne connaissance en système de gestion de bases de données (Access, Oracle, Excel).

Le personnel afférent à l'assistance pour la mise en œuvre du PAR sera proposé par le consultant conformément à sa méthodologie.

Les éventuels besoins et exigences en personnel supplémentaire devraient être proposés par le Cabinet en fonction de la méthodologie et de l'approche proposées par celui-ci, pour atteindre les objectifs de la mission.

4. Le Consultant sera sélectionné suivant la méthode de Sélection basée sur la **Qualification des Consultants**, conformément aux Directives pour la sélection et l'emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale de Janvier 2011 révisé en juillet 2014.

5. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous et aux heures suivantes :

Du lundi au jeudi : de 9 heures à 16 heures 30

Le vendredi : de 9 heures à 13 heures.

yx

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le **12 Mars 2018 à 16 h** : Quartier Tombo, Immeuble Aly HOTAÏT, Commune de Kaloum, Téléphone: 657 42 42 42/621 00 48 24 ou par mail : syllasalim@hotmail.com / youssoufh@yahoo.fr.

Le dossier de candidature doit être présenté en français et doit porter la mention : **«Manifestation d'Intérêt pour le Recrutement d'un cabinet spécialisé en réinstallation dans le cadre des sous projets d'aménagement du débarcadère de Koukoudé et de construction d'une route d'accès au village de Koukoudé»**.

Conakry, le 19 Février 2018

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Youssof Hawa', is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Le Coordonnateur National' in the center, and around the perimeter, it reads 'Programme Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest - République de Guinée'.

Youssof Hawa CAMARA
Coordonnateur du PRAO-GUINEE